

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 12/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PANZANI - USINE DE LA MONTRE - S.A**

136 route de la Valentine  
13011 Marseille

Références : D-2024-1555  
Code AIOT : 0006400674

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2024 dans l'établissement PANZANI - USINE DE LA MONTRE - S.A implanté 136 route de la Valentine 13011 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre de la détermination des valeurs limites d'émissions des effluents aqueux du site en vue dans le cadre de l'instruction du dossier de réexamen IED - BREF FDM déposé par l'exploitant le 21/12/2023.

Les référentiels utilisés sont :

- la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les industries agroalimentaire et laitière (BREF FDM), parue au journal officiel de l'Union européenne le 4 décembre 2019,
- l'arrêté ministériel du 27/02/2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge

polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.  
Ces textes sont applicables au site depuis le 04/12/2023.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PANZANI - USINE DE LA MONTRE - S.A
- 136 route de la Valentine 13011 Marseille
- Code AIOT : 0006400674
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société PANZANI - Usine de La Montre fabrique des pâtes alimentaires et exploite un entrepôt pour stocker ses produits finis et les matières premières.  
Le site est soumis à IED au titre de la rubrique 3642 - Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux.

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- IED-MTD

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'eau	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Point 7.2 de l'Annexe de l'arrêté ministériel	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
2	Suivi et inventaire des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article point 7.1 de l'annexe	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les effluents aqueux du site ne respectent pas la réglementation en vigueur.

L'inspection propose de prendre un arrêté préfectoral prescrivant une étude portant sur les dispositifs de traitement des eaux industrielles du site avant rejet dans le système d'assainissement collectif de la ville de Marseille.

L'inspection propose également de mettre l'exploitant en demeure de justifier, sous 9 mois, que les effluents rejetés sont conformes à la réglementation.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Point 7.2 de l'Annexe de l'arrêté ministériel
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi et inventaire des effluents aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'exploitant surveille les émissions dans l'eau et respecte les VLE suivantes.

Substance/paramètre	VLE en mg/l (II) (III) (XI)	Fréquence de surveillance (IX)
Demande chimique en oxygène (DCO) (V)	100 (I)	Une fois par jour (X)
Azote global (NG)	20 (VI) (VII)	
Carbone organique total (COT) (V)	-	
Phosphore total (PT)	2 (I) (VIII)	
Matières en suspension totales (MEST)	50 si le flux est inférieur ou égal à 15 kg/jour ou si l'efficacité du traitement est supérieure ou égale à 90 % 35 si le flux est supérieur à 15 kg/jour et si l'efficacité du traitement est inférieure à 90 %	Une fois par mois (X)
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	100 si le flux est inférieur ou égal à 30 kg/jour ou si l'efficacité du traitement est supérieure ou égale à 90 % ou si le rejet s'effectue en mer (IV) 30 si le flux est supérieur à 30 kg/jour et si l'efficacité du traitement est inférieure à 90 % (IV)	
Chlorures (Cl)	-	Une fois par mois

(I) Les VLE en

DCO et phosphore ne s'appliquent pas aux secteurs d'activité disposant de valeurs particulières reprises au titre III.

(II) Les VLE ne s'appliquent pas aux émissions résultant de la meunerie, de la transformation du fourrage vert et de la production d'aliments secs pour animaux de compagnie et d'aliments composés pour animaux.

(III) Les VLE ne s'appliquent pas à la production d'acide citrique ou de levure.

(IV) Le flux est ramené à 15 kg/jour pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10.

(V) La VLE et la surveillance portent soit sur la DCO soit sur le COT sous réserve de la démonstration au cas par cas par l'exploitant de la corrélation DCO/COT. Le paramètre COT est l'option privilégiée car la surveillance du COT n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques.

(VI) La VLE est de 30 mg/l en moyenne journalière uniquement si l'efficacité du traitement est supérieure à 80 % en moyenne annuelle ou en moyenne sur la période de production.

La VLE n'est pas applicable en cas de faible température des effluents aqueux (inférieure à 12 °C, par exemple) pendant de longues périodes.

(VII) En cas de rejets dans le milieu naturel appartenant à une zone sensible telle que définie en application de l'article R. 211-94 et que l'efficacité du traitement est inférieure à 80 %, l'exploitant respecte également une VLE en concentration moyenne mensuelle de :

- 15 mg/l lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 150 kg/jour ; - 10 mg/l lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 300 kg/jour.

(VIII) En cas de rejets dans le milieu naturel appartenant à une zone sensible telle que définie en application de l'article R. 211-94 et si l'efficacité du traitement est inférieure à 90 %, l'exploitant respecte également une VLE de 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est supérieur à 80 kg/jour.

(IX) La surveillance ne s'applique que lorsque la substance concernée est pertinente pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire mentionné au point 6.

(X) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.

(XI) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective :

Les valeurs limites de concentration sont fixées en sortie de l'établissement par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 III.



**Constats :**

Il a été constaté que les rejets aqueux dirigés vers la STEP de la ville de Marseille provient de la surverse du bac de décantation des eaux. L'exploitant explique que le prélèvement de l'eau est fait dans le bac de décantation.

Dans son dossier de réexamen IED, l'exploitant se réfère à son arrêté préfectoral du 14/10/2010 pour justifier que ses effluents aqueux sont conformes à la réglementation.

Cependant les VLE prescrites dans ledit arrêté ne lui sont plus applicables du fait que les installations exploitées sur l'Usine de La Montre sont concernées par la réglementation IED - BREF FDM, que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27/02/2020 lui sont désormais applicables et que ces prescriptions sont entrées en vigueur depuis le 04/12/2023.

L'inspection a constaté que les derniers résultats de mesures d'autosurveillance transmis par l'exploitant sur la plateforme GIDAF ne lui permettent pas de justifier que les prescriptions contrôlées sont satisfaites.

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure de respecter la réglementation applicable telle que prescrite dans le point de contrôle n°1 selon les délais ci-après :

- 9 mois après la notification du présent rapport, transmettre des éléments justifiant que les NEA-MTD du BREF FDM et les prescriptions du point 7.2 de l'annexe de l'arrêté ministériel sont satisfaites.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est attendu que l'exploitant se positionne sur les VLE applicables à ses installations ICPE et qu'il transmette à l'inspection ses propositions sous 1 semaine en joignant les éléments permettant de justifier ses arguments.

Il lui est demandé de faire réaliser une étude de ses dispositifs de traitement des eaux résiduaires par un bureau d'étude expert dans le domaine du traitement de l'eau .

Cette étude porte sur la détermination des meilleures techniques disponibles à appliquer au site pour réduire la concentration et le flux des polluants en sortie d'usine afin d'atteindre les VLE prescrites par l'arrêté ministériel du 27/02/2020.

Le rapport d'étude est à transmettre à l'inspection des installations classées au plus tard 3 mois après notification du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 9 mois

**N° 2 : Inventaire des effluents aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article point 7.1 de l'annexe

**Thème(s) :** Risques chroniques, effluents aqueux

**Prescription contrôlée :**

Sur la base de l'inventaire décrit au point 6, l'exploitant identifie les flux d'effluents aqueux représentatifs du fonctionnement de l'installation.

**Constats :**

L'autorisation de déversement des eaux usées [...] dans le système d'assainissement collectif du 17/06/2019 indique des paramètres non pris en compte dans l'autosurveillance des rejets aqueux du site.

L'exploitant n'était pas en mesure de justifier que l'inventaire de tous les polluants susceptibles d'être présents dans ses rejets aqueux a été réalisé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Transmettre à l'inspection, 3 mois à compter de la notification du présent rapport, l'inventaire des polluants rejetés dans l'eau en précisant la concentration et le flux correspondant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois